

Il n'est pas trop tard pour stopper

EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM !



Pourquoi stopper le CETA?

Le CETA (ou AECC) est un accord de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Union Européenne, négocié dans une parfaite opacité entre 2009 et 2014. Les dernières études (même celle commandée par le gouvernement) font part de risques importants pour de nombreux aspects de nos vies : climat, emploi, services publics, démocratie, agriculture, environnement, santé, alimentation, culture...

Le CETA vise à :

- supprimer les derniers droits de douane entre les deux zones économiques, notamment dans l'agriculture ;
- niveler vers le bas les réglementations des deux côtés de l'Atlantique (remise en cause des protections des travailleuse.s, des consommateur.rice.s, de la santé publique ou encore de l'environnement) ;
- permettre aux multinationales de peser sur les réglementations et même de les contester.

Il met en place deux mécanismes extrêmement dangereux et foncièrement anti-démocratiques :

Le forum de coopération réglementaire qui associe de nombreux lobbyistes dans ses groupes de travail, peut enterrer ou affaiblir un texte de loi avant qu'il n'arrive au parlement.

Un tribunal d'arbitrage permettra aux multinationales présentes au Canada de poursuivre un État européen si une nouvelle réglementation nationale ou locale risque de porter atteinte à leurs bénéfices.

En février 2017, le CETA a été adopté par le parlement européen. **Alors tout est fini? Non !** Le traité est entré en application **provisoire et partielle**, mais il doit encore être ratifié par tous les États européens. La contestation est forte dans de nombreux pays, gênant certains gouvernements qui auraient voulu ratifier au plus vite.

En France, l'opinion publique est majoritairement contre ces traités des multinationales. Lors du vote du Parlement européen, sous la pression populaire, seul.e.s 16 des 74 eurodéputé.e.s français.es ont approuvé le CETA !

Il n'est pas trop tard pour stopper

EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM !



Pourquoi stopper le CETA?

Le CETA (ou AECC) est un accord de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Union Européenne, négocié dans une parfaite opacité entre 2009 et 2014. Les dernières études (même celle commandée par le gouvernement) font part de risques importants pour de nombreux aspects de nos vies : climat, emploi, services publics, démocratie, agriculture, environnement, santé, alimentation, culture...

Le CETA vise à :

- supprimer les derniers droits de douane entre les deux zones économiques, notamment dans l'agriculture ;
- niveler vers le bas les réglementations des deux côtés de l'Atlantique (remise en cause des protections des travailleuse.s, des consommateur.rice.s, de la santé publique ou encore de l'environnement) ;
- permettre aux multinationales de peser sur les réglementations et même de les contester.

Il met en place deux mécanismes extrêmement dangereux et foncièrement anti-démocratiques :

Le forum de coopération réglementaire qui associe de nombreux lobbyistes dans ses groupes de travail, peut enterrer ou affaiblir un texte de loi avant qu'il n'arrive au parlement.

Un tribunal d'arbitrage permettra aux multinationales présentes au Canada de poursuivre un État européen si une nouvelle réglementation nationale ou locale risque de porter atteinte à leurs bénéfices.

En février 2017, le CETA a été adopté par le parlement européen. **Alors tout est fini? Non !** Le traité est entré en application **provisoire et partielle**, mais il doit encore être ratifié par tous les États européens. La contestation est forte dans de nombreux pays, gênant certains gouvernements qui auraient voulu ratifier au plus vite.

En France, l'opinion publique est majoritairement contre ces traités des multinationales. Lors du vote du Parlement européen, sous la pression populaire, seul.e.s 16 des 74 eurodéputé.e.s français.es ont approuvé le CETA !



CETA nous, à vous de choisir!

La portée du CETA est tellement large qu'il est indispensable de prendre le temps d'un véritable débat public et de mettre en place un référendum sur le CETA ! Emmanuel Macron lui-même notait que ce traité « a été conçu à l'écart du processus démocratique, dans une forme de décision qu'il nous faudra changer en Europe pour l'avenir ». Qu'attendons-nous pour changer ?!

Le "plan d'action" du gouvernement est un simple Coup de Comm'

Afin de faire passer la pilule CETA, le gouvernement a présenté un "plan d'action" pour "accompagner l'application du CETA". Alors que le gouvernement ne souhaite pas renégocier le traité, ces mesures sont au mieux inefficaces, souvent très hypothétiques ou au pire rigoureusement impossibles.

Inefficaces :

- Les mesures d'observation du CETA ? Aucun effet sur son application !
- Le "veto climatique", supposé protéger le climat du tribunal d'arbitrage ? Une coquille vide !

Très hypothétiques : La "révision de la directive sur la qualité des carburants" ? Contraire aux intérêts défendus par le Canada et les lobbys !

Rigoureusement impossibles :

- le contrôle des importations ? Contradictoire avec les règles de l'OMC !
- la transparence ? Incompatible avec l'article 26.4 du traité (clause de confidentialité) !

Enfin, les mesures traitant des prochains accords de commerce et d'investissement arrivent bien tard quand on connaît l'avancement des négociations avec le Japon, le Mercosur, le Mexique, le Viet-Nam, Singapour, la Tunisie et le Maroc...

INTERPELLONS NOS PARLEMENTAIRES POUR EXIGER UN RÉFÉRENDUM !

Écrivons à nos député.e.s et sénateur.trice.s grâce à l'outil mis en place sur www.stop-ceta.fr

Retrouvez également toutes les infos, les actualités et plein d'idées pour interpeller vos parlementaires sur www.stop-ceta.fr

 collectifstopptafta  @stopTAFTA  www.stop-ceta.fr



CETA nous, à vous de choisir!

La portée du CETA est tellement large qu'il est indispensable de prendre le temps d'un véritable débat public et de mettre en place un référendum sur le CETA ! Emmanuel Macron lui-même notait que ce traité « a été conçu à l'écart du processus démocratique, dans une forme de décision qu'il nous faudra changer en Europe pour l'avenir ». Qu'attendons-nous pour changer ?!

Le "plan d'action" du gouvernement est un simple Coup de Comm'

Afin de faire passer la pilule CETA, le gouvernement a présenté un "plan d'action" pour "accompagner l'application du CETA". Alors que le gouvernement ne souhaite pas renégocier le traité, ces mesures sont au mieux inefficaces, souvent très hypothétiques ou au pire rigoureusement impossibles.

Inefficaces :

- Les mesures d'observation du CETA ? Aucun effet sur son application !
- Le "veto climatique", supposé protéger le climat du tribunal d'arbitrage ? Une coquille vide !

Très hypothétiques : La "révision de la directive sur la qualité des carburants" ? Contraire aux intérêts défendus par le Canada et les lobbys !

Rigoureusement impossibles :

- le contrôle des importations ? Contradictoire avec les règles de l'OMC !
- la transparence ? Incompatible avec l'article 26.4 du traité (clause de confidentialité) !

Enfin, les mesures traitant des prochains accords de commerce et d'investissement arrivent bien tard quand on connaît l'avancement des négociations avec le Japon, le Mercosur, le Mexique, le Viet-Nam, Singapour, la Tunisie et le Maroc...

INTERPELLONS NOS PARLEMENTAIRES POUR EXIGER UN RÉFÉRENDUM !

Écrivons à nos député.e.s et sénateur.trice.s grâce à l'outil mis en place sur www.stop-ceta.fr

Retrouvez également toutes les infos, les actualités et plein d'idées pour interpeller vos parlementaires sur www.stop-ceta.fr

 collectifstopptafta  @stopTAFTA  www.stop-ceta.fr

Il n'est pas trop tard pour stopper

EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM !



Pourquoi stopper le CETA?

Le CETA (ou AECG) est un accord de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Union Européenne, négocié dans une parfaite opacité entre 2009 et 2014. Les dernières études (même celle commandée par le gouvernement) font part de risques importants pour de nombreux aspects de nos vies : climat, emploi, services publics, démocratie, agriculture, environnement, santé, alimentation, culture...

Le CETA vise à :

- supprimer les derniers droits de douane entre les deux zones économiques, notamment dans l'agriculture ;
- niveler vers le bas les réglementations des deux côtés de l'Atlantique (remise en cause des protections des travailleuse.euse.s, des consommateur.rice.s, de la santé publique ou encore de l'environnement) ;
- permettre aux multinationales de peser sur les réglementations et même de les contester.

Il met en place deux mécanismes extrêmement dangereux et foncièrement anti-démocratiques :

Le forum de coopération réglementaire qui associe de nombreux lobbyistes dans ses groupes de travail, peut enterrer ou affaiblir un texte de loi avant qu'il n'arrive au parlement.

Un tribunal d'arbitrage permettra aux multinationales présentes au Canada de poursuivre un État européen si une nouvelle réglementation nationale ou locale risque de porter atteinte à leurs bénéfices.

En février 2017, le CETA a été adopté par le parlement européen. **Alors tout est fini? Non !** Le traité est entré en application **provisoire et partielle**, mais il doit encore être ratifié par tous les États européens. La contestation est forte dans de nombreux pays, gênant certains gouvernements qui auraient voulu ratifier au plus vite.

En France, l'opinion publique est majoritairement contre ces traités des multinationales. Lors du vote du Parlement européen, sous la pression populaire, seul.e.s 16 des 74 eurodéputé.e.s français.es ont approuvé le CETA !

Il n'est pas trop tard pour stopper

EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM !



Pourquoi stopper le CETA?

Le CETA (ou AECG) est un accord de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Union Européenne, négocié dans une parfaite opacité entre 2009 et 2014. Les dernières études (même celle commandée par le gouvernement) font part de risques importants pour de nombreux aspects de nos vies : climat, emploi, services publics, démocratie, agriculture, environnement, santé, alimentation, culture...

Le CETA vise à :

- supprimer les derniers droits de douane entre les deux zones économiques, notamment dans l'agriculture ;
- niveler vers le bas les réglementations des deux côtés de l'Atlantique (remise en cause des protections des travailleuse.euse.s, des consommateur.rice.s, de la santé publique ou encore de l'environnement) ;
- permettre aux multinationales de peser sur les réglementations et même de les contester.

Il met en place deux mécanismes extrêmement dangereux et foncièrement anti-démocratiques :

Le forum de coopération réglementaire qui associe de nombreux lobbyistes dans ses groupes de travail, peut enterrer ou affaiblir un texte de loi avant qu'il n'arrive au parlement.

Un tribunal d'arbitrage permettra aux multinationales présentes au Canada de poursuivre un État européen si une nouvelle réglementation nationale ou locale risque de porter atteinte à leurs bénéfices.

En février 2017, le CETA a été adopté par le parlement européen. **Alors tout est fini? Non !** Le traité est entré en application **provisoire et partielle**, mais il doit encore être ratifié par tous les États européens. La contestation est forte dans de nombreux pays, gênant certains gouvernements qui auraient voulu ratifier au plus vite.

En France, l'opinion publique est majoritairement contre ces traités des multinationales. Lors du vote du Parlement européen, sous la pression populaire, seul.e.s 16 des 74 eurodéputé.e.s français.es ont approuvé le CETA !



CETA nous, à vous de choisir!

La portée du CETA est tellement large qu'il est indispensable de prendre le temps d'un véritable débat public et de mettre en place un référendum sur le CETA ! Emmanuel Macron lui-même notait que ce traité « a été conçu à l'écart du processus démocratique, dans une forme de décision qu'il nous faudra changer en Europe pour l'avenir ». Qu'attendons-nous pour changer ?!

Le "plan d'action" du gouvernement est un simple Coup de Comm'

Afin de faire passer la pilule CETA, le gouvernement a présenté un "plan d'action" pour "accompagner l'application du CETA". Alors que le gouvernement ne souhaite pas renégocier le traité, ces mesures sont au mieux inefficaces, souvent très hypothétiques ou au pire rigoureusement impossibles.

Inefficaces :

- Les mesures d'observation du CETA ? Aucun effet sur son application !
- Le "veto climatique", supposé protéger le climat du tribunal d'arbitrage ? Une coquille vide !

Très hypothétiques : La "révision de la directive sur la qualité des carburants" ? Contraire aux intérêts défendus par le Canada et les lobbys !

Rigoureusement impossibles :

- le contrôle des importations ? Contradictoire avec les règles de l'OMC !
- la transparence ? Incompatible avec l'article 26.4 du traité (clause de confidentialité) !

Enfin, les mesures traitant des prochains accords de commerce et d'investissement arrivent bien tard quand on connaît l'avancement des négociations avec le Japon, le Mercosur, le Mexique, le Viet-Nam, Singapour, la Tunisie et le Maroc...

INTERPELLONS NOS PARLEMENTAIRES POUR EXIGER UN RÉFÉRENDUM !

Écrivons à nos député.e.s et sénateur.trice.s grâce à l'outil mis en place sur www.stop-ceta.fr

Retrouvez également toutes les infos, les actualités et plein d'idées pour interpeller vos parlementaires sur www.stop-ceta.fr

 collectifstopptafta  @stopTAFTA  www.stop-ceta.fr



CETA nous, à vous de choisir!

La portée du CETA est tellement large qu'il est indispensable de prendre le temps d'un véritable débat public et de mettre en place un référendum sur le CETA ! Emmanuel Macron lui-même notait que ce traité « a été conçu à l'écart du processus démocratique, dans une forme de décision qu'il nous faudra changer en Europe pour l'avenir ». Qu'attendons-nous pour changer ?!

Le "plan d'action" du gouvernement est un simple Coup de Comm'

Afin de faire passer la pilule CETA, le gouvernement a présenté un "plan d'action" pour "accompagner l'application du CETA". Alors que le gouvernement ne souhaite pas renégocier le traité, ces mesures sont au mieux inefficaces, souvent très hypothétiques ou au pire rigoureusement impossibles.

Inefficaces :

- Les mesures d'observation du CETA ? Aucun effet sur son application !
- Le "veto climatique", supposé protéger le climat du tribunal d'arbitrage ? Une coquille vide !

Très hypothétiques : La "révision de la directive sur la qualité des carburants" ? Contraire aux intérêts défendus par le Canada et les lobbys !

Rigoureusement impossibles :

- le contrôle des importations ? Contradictoire avec les règles de l'OMC !
- la transparence ? Incompatible avec l'article 26.4 du traité (clause de confidentialité) !

Enfin, les mesures traitant des prochains accords de commerce et d'investissement arrivent bien tard quand on connaît l'avancement des négociations avec le Japon, le Mercosur, le Mexique, le Viet-Nam, Singapour, la Tunisie et le Maroc...

INTERPELLONS NOS PARLEMENTAIRES POUR EXIGER UN RÉFÉRENDUM !

Écrivons à nos député.e.s et sénateur.trice.s grâce à l'outil mis en place sur www.stop-ceta.fr

Retrouvez également toutes les infos, les actualités et plein d'idées pour interpeller vos parlementaires sur www.stop-ceta.fr

 collectifstopptafta  @stopTAFTA  www.stop-ceta.fr